

La Chine, y pensez vous parfois ?



La Chine rivalise avec les États Unis, et pourrait devenir d'ici quelques années la principale puissance mondiale. Jusqu'à présent, les chinois se sont montrés des commerçants, des industriels remarquables, efficaces, ils ont accumulé d'énormes ressources financières, or depuis quelques années leur discours a changé, le "président" Xi



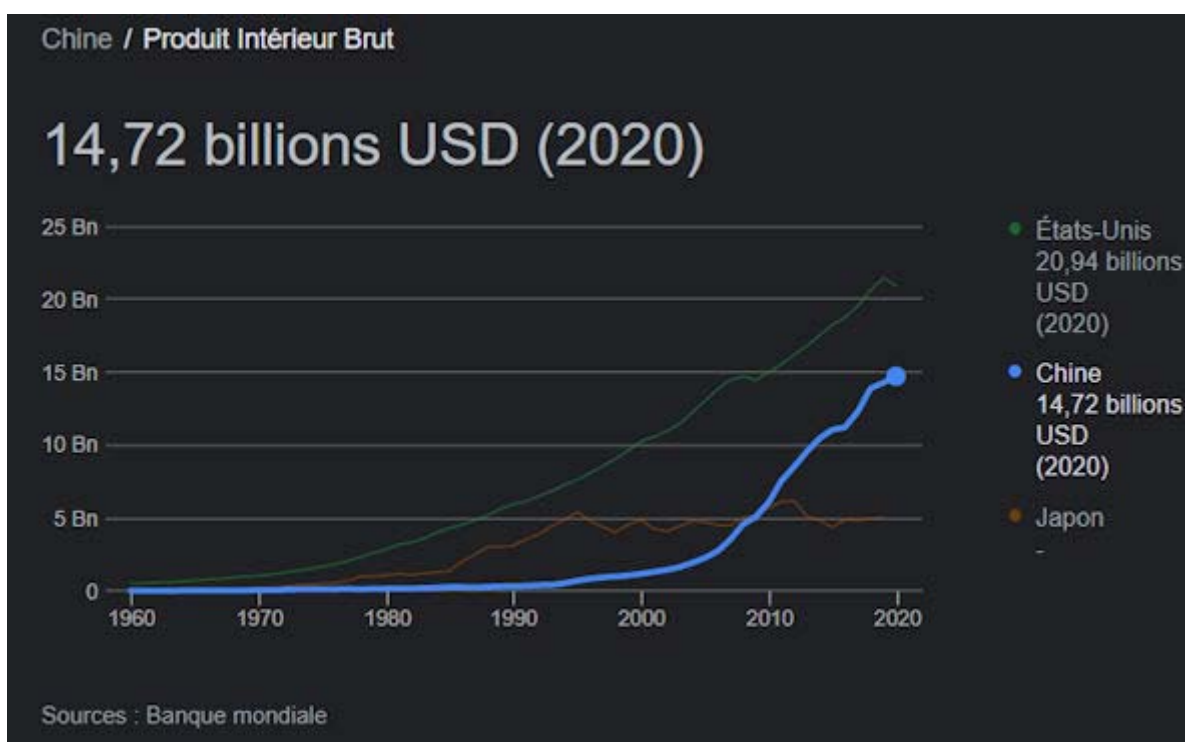
affiche des ambitions nationalistes, revendique des territoires qui ne lui appartiennent pas, et se dote des moyens militaires lui permettant de les conquérir par la force. Faut-il en tirer les conséquences ?

Je me souviens d'avoir vu un film chinois extraordinaire, "L'empereur et l'assassin", un péplum chinois, aux décors magnifique, impressionnant de couleurs, de violence et de gloire militaire. Dans ce film, le principal conseiller du roi de Qin, Ying Zheng, lui rappelait tous les jours qu'il n'avait pas rempli sa mission de conquérir toute la terre. Ainsi est né 200 ans avant l'ère commune, l'empire de Chine.

La Chine mystérieuse a toujours fascinée et fait peur, le cerf-volant du bout du monde, a impressionné ma jeunesse, et sa population immense, a impressionnée jusqu'à Napoléon, qui n'a jamais dit "Laissez dormir la Chine, car quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera". (Citation probablement inventée pour le film "Les 55 jours de Pékin").

La Chine en route pour être la première puissance économique mondiale

Si la Fake news attribuée à Napoléon, est crédible, c'est par ce qu'elle est en train de se réaliser. Le Japon est la troisième puissance économique mondiale, et si on calculait le produit intérieur, non pas en US\$, mais en pouvoir d'achat, la Chine serait première.



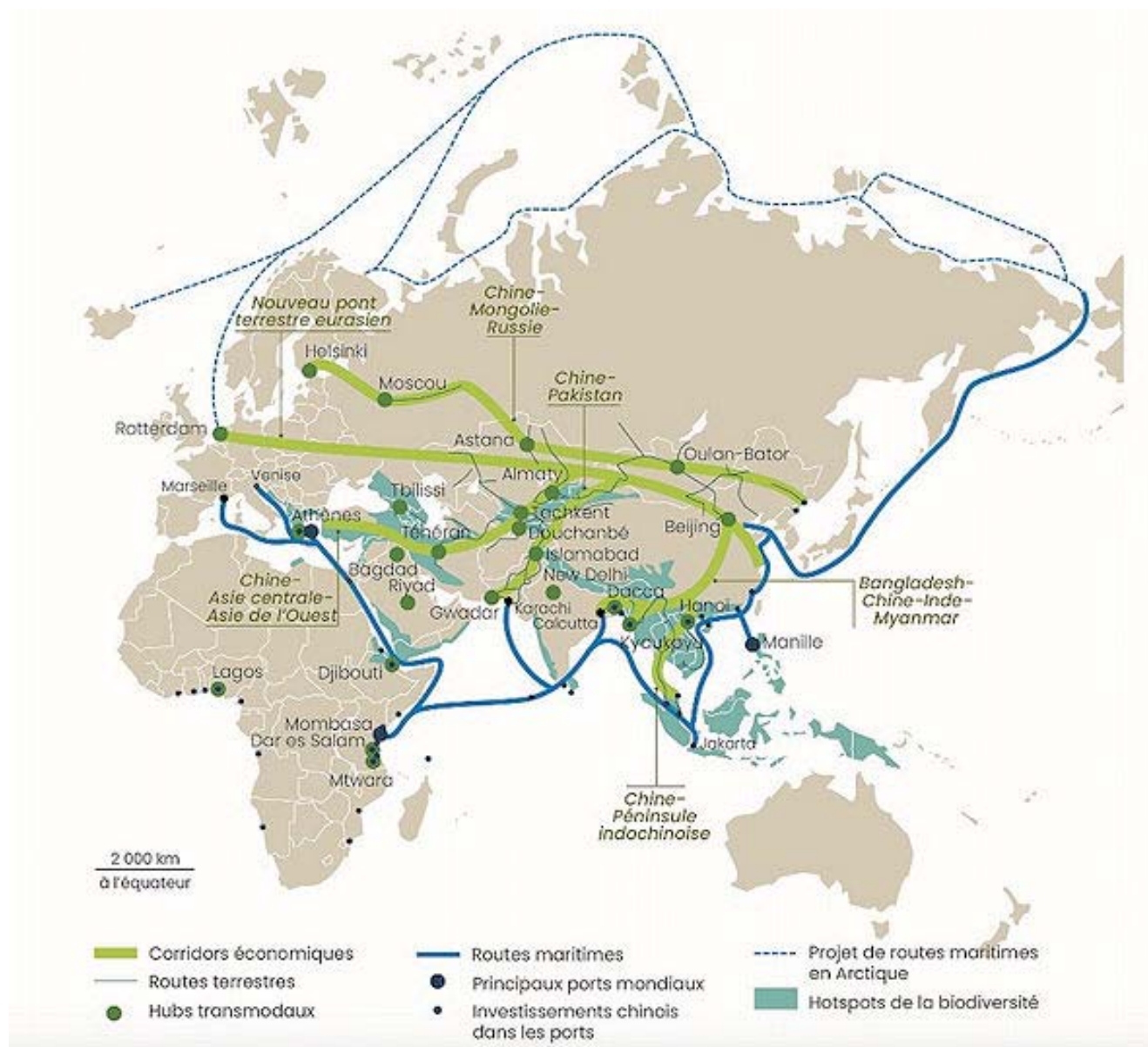
La Chine est devenue l'usine du monde, car grâce à sa population nombreuse et pauvre, elle peut produire bon marché. Les entreprises chinoises sont capables de suivre les instructions, et de fabriquer n'importe quoi moins cher. Leur adaptabilité, leur capacité d'imitation en font aussi les champions du monde de contrefaçon. Si par exemple vous cherchez "imitation des grandes marques" sur Google, vous tombez sur le site "Ali Baba", un des tout premiers sites mondiaux de vente en ligne. !

Non contents d'être les fidèles exécutants bon marchés, d'excellents imitateurs, les chinois ont compris les secrets de fabrication, et comme ils ont oublié d'être bêtes, ils innovent, et rivalisent aujourd'hui avec les États Unis et l'Europe dans tous les domaines de la haute technologie. Ils fabriquent des trains à haute vitesse, inondent le marché mondial de téléphones portables innovants et bon marché, même si le marché intérieur représente 50 % du Chiffre d'affaires de Xiaomi, ses ventes de téléphones portables ont augmenté de 87 % en un an ! Xiaomi se lance dans les véhicules électriques, et investi des sommes énormes pour fabriquer des véhicules autonomes.

En octobre 2021, la Chine lance Shenzhou-13 dans l'espace, sa plus longue mission habitée prévue pour durer six mois. Fin 2022, il y aura une station spatiale habitée. Le refus des États Unis d'accepter des Chinois dans la Station spatiale internationale (ISS) - (une collaboration entre États-Unis, Russie, Canada, Europe et Japon) ont achevé de convaincre les dirigeants chinois de faire seuls, et si possible mieux.

Tout cela se traduit par un enrichissement, inégal, et qui profite, comme en occident aux plus riches. Les milliardaires chinois se comptent en milliers, et le classement 2020 du magazine Forbes donne 660 nouveaux élus, dont 210 chinois.

La Chine installe des bases partout où il peut dans le monde



La Chine prend des participations dans de très nombreux ports de commerce à travers le monde. Parmi les plus importante, on trouve **Gwadar** au Pakistan. Gwadar est au porte de l'Inde, grand rival avec qui la Chine a des conflits frontaliers, et qui est à portée de canon de la péninsules arabique. La Chine espère ouvrir un espace maritime au **Sin Kiang**, et Gwadar deviendrait le port de la Chine de l'Est. Un arrière pensée militaire est possible, mais pour l'instant ne semble pas être prioritaire.

La Chine possède aussi une petite garnison de 1500 hommes à Djibouti, dans un petit pays où cohabitent des soldats français, au même nombre, et américains qui seraient 4000. Ce sont les seuls soldats chinois expatriés officiellement.

Toutefois, la Chine veille jalousement sur ses intérêts, et espère rentabiliser au sens capitaliste du terme tous ses investissements. Accueillie comme le sauveur en Afrique, elle peine à rester populaire. Par exemple, elle accorde des prêts sur dix ans pour des investissements dans les chemins de fer qui mettront quarante ans avant de devenir rentable. En Algérie, des agressions racistes atteignent les travailleurs chinois expatriés, car ils prennent le travail des algériens. Toutefois la Chine est devenue le premier fournisseur de l'Algérie, devant la France. Au Pakistan, le port de Gwadar est en plein pays Baloutche, où sévit un fort mouvement indépendantiste, les retombées économiques du port n'ont jamais atteint la population qui reste plus pauvre que jamais. Seuls les dirigeants pakistanais et les entreprises chinoises en profitent, alors il ne faut s'étonner de voir les travailleurs ou soldats chinois victimes d'attentats au Pakistan.

La Chine est un pays autoritaire

Samuel Huntington dans le choc des civilisation, dit que l'occident rend à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, dans le monde islamique, Dieu est César, et dans le monde chinois, César est Dieu. On peut s'enrichir en Chine, mais même milliardaire, si on déplaît à César on peut disparaître du jour au lendemain.

On se souvient du **Tibet**, et de la manière brutale qu'ont utilisé les dirigeants chinois pour mettre fin à leur autonomie, quitte à opérer des transferts massifs de population afin de "normaliser" le toit du monde. La Chine a aussi entrepris de normaliser le **Xinjiang**, ou Turkestan Oriental. Ce vaste territoire au nord du Tibet, en grande partie désertique (Désert du Taklamakan où les Chinois ont testé leurs bombes atomiques). Les **Ouighours**, population turco-mongole musulmane, ont résisté à l'emprise chinoise, aussi Pékin y a-t-il importé des populations han qui deviennent lentement majoritaires, l'islam y est persécuté et on parle d'immenses camps de rééducation où souffrent les populations musulmanes.

On accuse les grandes marques occidentales de confier leur production à des entreprises chinoises qui exploitent les millions de condamnés croupissant dans des camps de travail. L'esclavage des mal-pensants est toujours d'actualité en Chine.

Les dirigeants chinois sont intolérants, ils persécutent toutes les religions, certaines sont tolérées du bout des lèvres, comme le bouddhisme ou le catholicisme, à condition bien sûr d'une soumission absolue aux dirigeants en place, mais d'autres en particulier les adeptes du **Falun Gong**, ce mouvement spirituel syncrétiste seraient traqués, emprisonnés et assassinés, notamment afin de pouvoir récupérer leurs organes. On accuse la Chine de trafic d'organes, et les très nombreux condamnés à mort seraient une source de profit immorale et rentable..

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

AVOIR UN
TÉLÉPHONE
PORTABLE
EST UN DROIT
FONDAMENTAL
...

... C'EST
PARLER
DEDANS
QUI EST
INTERDIT.



Les libertés en Chine sont très contrôlées, les dissidents disparaissent sans laisser de trace, même si ce sont des milliardaires qui avaient il y a peu le soutien du régime. Les Chinois de **Hong Kong** qui avaient pris goût à la démocratie, sont priés d'oublier son doux parfum.

Le budget militaire s'envole

Le but affiché de Xi Jinping, est de faire de la Chine la principale puissance militaire d'ici 2049, pour fêter le centième anniversaire de la République Populaire de Chine.

La flotte Pour y arriver, la Chine construit une flotte militaire impressionnante, avec 350 navires, elle est première du monde, la Chine investit humainement et financièrement dans les universités américaines de pointe pour, en retour, profiter de leurs recherches fondamentales.

L'intelligence artificielle « En 2019, la société privée Ziyang UAV basée en Chine a exposé des drones armés qui, selon elle, utilisent l'intelligence artificielle pour effectuer des déplacements autonomes, l'acquisition de cibles et l'exécution d'attaques. Au cours des cinq dernières années, la Chine a réalisé des prototypes de navires de surface sans pilote activés par l'Intelligence artificielle, que la Chine prévoit d'utiliser pour patrouiller et renforcer ses revendications territoriales dans la mer de Chine méridionale. La Chine a également testé des chars sans pilote dans le cadre des efforts de recherche visant à intégrer l'Intelligence Artificielle dans l'équipement des forces terrestres »

Les bombes atomiques L'Amiral Charles Richard, commandant du US Strategic Command, au Symposium sur la défense spatiale et antimissile, 12 août 2021 « Le renforcement explosif et la modernisation des forces nucléaires et conventionnelles de la Chine sont à proprement parler époustouffants. Et le mot époustouffant est faible ». — La Chine a entrepris d'accroître considérablement sa force de frappe nucléaire. Des informations récentes font état de la mise en construction de 120 silos pour missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) près de Yumen dans le Gansu, d'au moins 110 autres silos près de Hami, dans la partie orientale du Xinjiang, sans oublier 40 silos supplémentaires à Ordos en Mongolie intérieure. Les ICBM sont des missiles d'une portée minimale de 5 500 kilomètres ; ils sont conçus pour l'acheminement d'armes nucléaires. (Source dans la revue de presse)

L'Espace Les projets de stations spatiales chinois sont prévus non seulement pour espionner la terre entière, mais aussi pour permettre à la Chine de lancer des missiles balistiques n'importe où sur notre globe, avec une grande précision.

L'armée chinoise a encore des faiblesses, son aviation est loin de pouvoir rivaliser avec celle des États Unis, ses porte-avions n'ont ni la capacité, ni la puissance des porte-avions à réaction nucléaire américaines, mais l'écart se resserre,

Les voisins s'inquiètent

Taiwan, est une grande île, chinoise de toujours, où en 1949 les troupes nationalistes de Tchang Kai Chek se sont réfugiées face à la conquête de la Chine par les troupes communistes. Depuis 1949, les chinois de l'intérieur et les insulaires se sont bien mélangés, plus personne à Taïpeh, la capitale ne rêve de reconquérir la Chine continentale, mais personne non plus ne souhaite réintégrer la métropole.

Taiwan est le leader mondial des semi-conducteurs, 75,7% dans la fonderie, 56,7% dans l'emballage et les tests et 19,3% dans la conception. Ses principaux donneurs d'ordres sont américains (39,9%), chinois (28,9%) et européens (5,5%).

Or la Chine n'a jamais accepté la sécession de Taïwan, il n'est pas de défilé militaire à Pékin, sans que les responsables du régime ne réclament le retour de la grande île dans la mère patrie. Face à cette menace, Taïwan s'arme, mais ne pourra jamais faire face à la redoutable armée de Pékin.

Alors les États Unis, et le Japon, garantissent le statut quo. La République Populaire annonce que Taïwan rejoindra prochainement la Chine, sans violence, mais de gré ou de force. Cette hypothèse pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour les "occidentaux".

La Chine revendique aussi plusieurs archipels en Mer de Chine, peu peuplés, ces îles sont au milieu de zone maritime très importantes pour la pêche et les fonds marins riches en pétrole. Ces zones sont plus proches du Viet Nam et des Philippines que de la Chine, et revendiquées par les trois nations. Le Japon, l'Europe et les États Unis jugent les revendications chinoises sans fondement, mais Pékin considère que les îles Spratleys et les îles Paracels et toute cette vaste zone sont un territoire chinois depuis près de deux millénaires.



La puissance chinoise nous menace t-elle ?

Ceux qui le savent ne parlent pas, et ceux qui parlent ne le savent pas. Aujourd'hui, la Chine est loin d'avoir la puissance militaire des États Unis, et ne se risquerait pas à une confrontation globale, mais la Chine n'est pas l'Irak, sa force nucléaire, et sa marine la rendent intouchable.

Elle pourrait, bien qu'elle s'en défende tenter des coups de force contre Taïwan, et les archipels de la mer de Chine, toutefois les États Unis se sont engagé à défendre ses alliés. Pour la première fois, face aux ambitions chinoises, le Japon est sorti de sa neutralité et défendra le régime de Taipei.

Ce projet mondial de la Chine, la route de la soie ne semble pas être le cheval de Troie d'une conquête militaire, la conquête économique leur suffit, mais on ne saurait être trop prudent. L'Europe donc la France ont de nombreux pays "ennemis", ils pratiquent parfois le terrorisme, mais aucun d'entre eux n'a la puissance nécessaire pour vraiment nous faire peur. La Chine a la force, et son discours peut changer.

Sa puissance militaire augmente, un jour peut-être, serons nous confronté à un nouveau Munich, et devons nous choisir entre aider nos alliés et faire la guerre, ou les laisser tomber en attendant que la Chine vienne nous faire chanter.

Pourvu que ce jour n'arrive jamais, et que la Chine continue a faire des affaires.

La Chine Revue de Presse

[De « Nouvelles routes de la soie » durables, un défi impossible ?](#) Jennifer Gallé The conversation.com

[La Chine accélère le pas sur les routes de la soie africaines](#) Marie-France Réveillard La Tribune

[Les "Nouvelles Routes de la Soie", la Chine et le néocolonialisme en Asie du Sud](#) Asialist

[La formidable sur-nucléairisation de la Chine](#) Judith Bergman dans : gatestone institute

[Pourquoi je garde un œil sur Taïwan](#) Les-investisseurs.net

De « Nouvelles routes de la soie » durables, un défi

9 février 2020, Jennifer Gallé [The conversation.com](#)



Après le [retrait des États-Unis](#) de l'accord de Paris sur le climat, tous les regards se tournent vers la Chine, deuxième économie mondiale et premier pays émetteur de CO₂.

La Chine se veut très active en matière de conservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique. Elle sera d'ailleurs l'hôte, en octobre 2020, de la [COP15](#) biodiversité qui aura la tâche de fixer de nouveaux objectifs mondiaux en la matière après 2020.

Mais cette ambition se traduit-elle dans les faits ? Cette interrogation se pose aussi bien sur le plan domestique qu'international, à l'heure où l'initiative des « Nouvelles routes de la soie » (BRI en anglais, pour « Belt and Road Initiative ») augure une phase nouvelle de globalisation, et renforce le rôle de la Chine en tant que pourvoyeuse de financements pour de nombreux pays. Lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping, l'initiative visait à construire un réseau d'infrastructures – principalement de transports – entre la Chine et les pays d'Asie et d'Europe situés le long des anciennes routes commerciales de la soie. En 2017, le gouvernement chinois prévoyait de consacrer 113 milliards de dollars au financement de l'initiative.

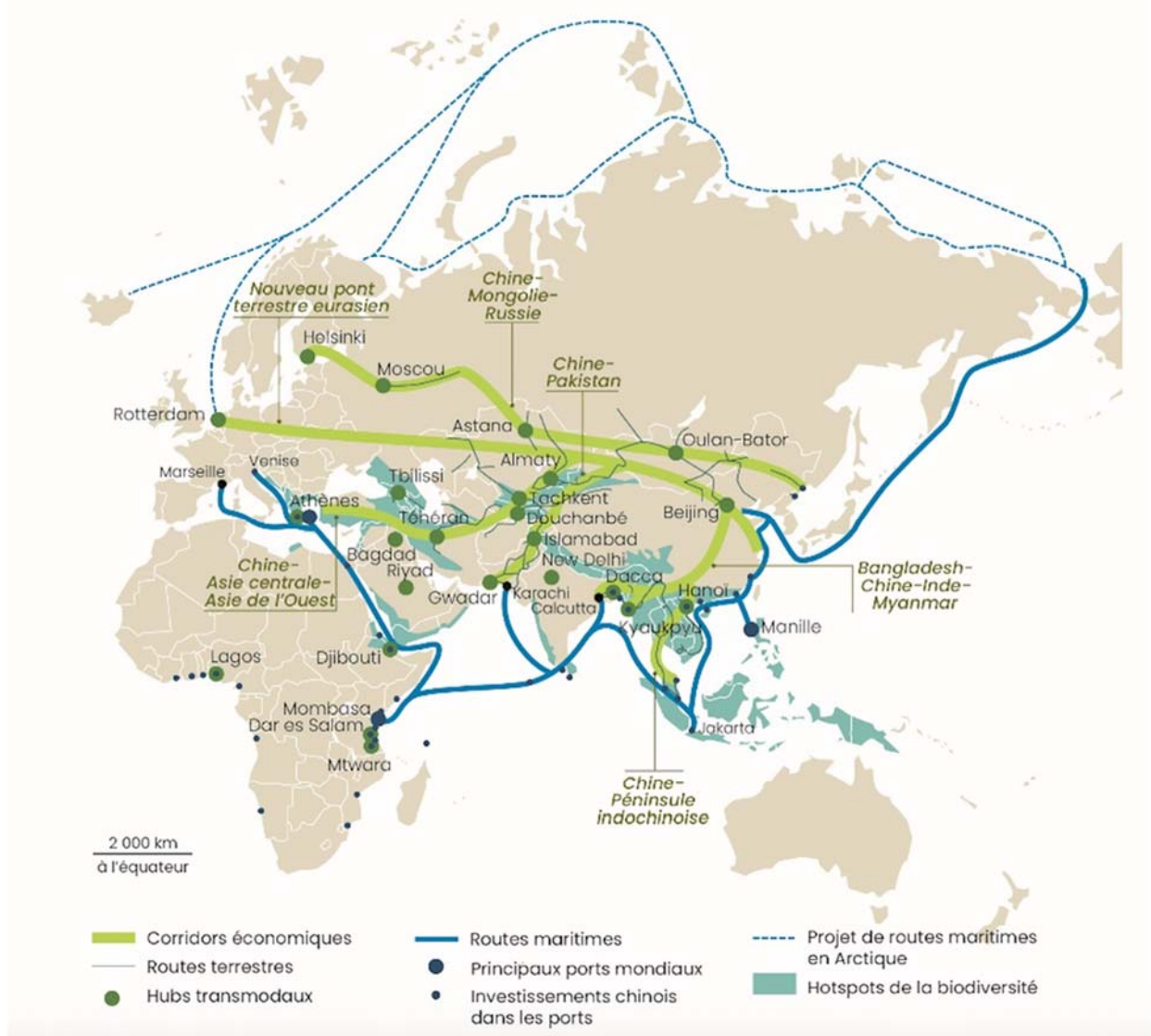
Tandis que les émissions chinoises liées aux activités humaines auraient crû de [2,6 % en 2019](#), selon le Global Carbon Project, les financements chinois à l'étranger contribueront ils, eux aussi, à une croissance des émissions mondiales de CO₂ et à la destruction de la biodiversité ?

143 pays concernés

À l'initiative de la BRI, la Chine finance principalement des projets d'infrastructures (tel que l'emblématique projet de construction du chemin de fer Nairobi-Mombasa ou encore le port du Pirée en Grèce) et des coopérations dans de nombreux secteurs (financier, énergétique, numérique, scientifique, éducatif, culturel ou encore dans le domaine de la santé) le long de six corridors terrestres et d'un réseau portuaire qui relie la Chine avec l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

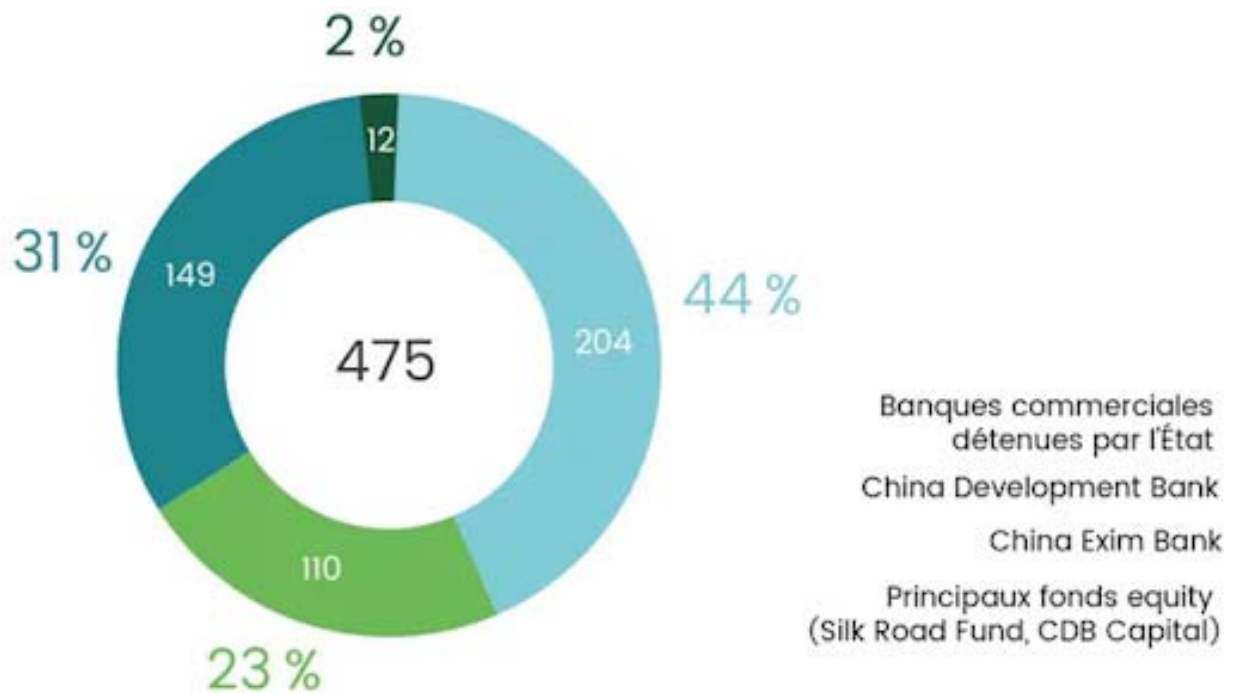
Les coopérations s'étendent aujourd'hui jusqu'en Amérique latine (Chili, Équateur, Costa Rica), aux Caraïbes (République dominicaine, Jamaïque) et dans le Pacifique Sud (Fidji, Vanuatu). Elles pourraient même déboucher en Arctique sur une « [Route polaire de la soie](#) » d'après les documents officiels chinois.

Début février 2020, [143 pays](#), soit plus des deux tiers des pays dans le monde, avaient signé des accords bilatéraux avec la Chine dans le cadre de cette initiative



Les financements viennent principalement soutenir les [infrastructures](#) (ports, aéroports, chemins de fer, pipelines, centrales électriques, etc.) mais concernent également d'autres secteurs, comme la santé ou l'enseignement supérieur.

[D'après nos estimations](#), depuis son lancement, les principaux acteurs financiers chinois (banques et fonds) ont investi entre 450 et 480 milliards de dollars dans cette initiative, soit près de 90 milliards de dollars par an.



Estimation des financements pour la BRI par les principaux acteurs chinois (montants cumulés 2013-2017) Notes : le périmètre retenu pour ces estimations correspond aux montants investis dans des « projets BRI » (Chine et hors de Chine), tels que déclarés par les institutions considérées, à l'exception de CDB Capital (filiale de CDB). En l'absence de données détaillées disponibles, le montant retenu pour CDB Capital est une estimation de l'investissement déclaré hors de Chine entre 2013 et 2017. Les quatre banques commerciales (« Big 4 ») sont l'Agricultural Bank of China (ABC), la Bank of China (BOC), la China Construction Bank (CCB) et l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC). A

Le piège de projets peu durables

Ces fonds portent à la fois sur des secteurs structurants pour les économies (transports, énergies en particulier) mais aussi potentiellement très émetteurs de gaz à effet de serre.

Dans une [étude](#) du World Resources Institute (WRI), des chercheurs estiment qu'entre 2014 et 2017, dans le secteur de l'énergie, 91 % des crédits accordés conjointement par les six grandes banques chinoises et 61 % des prêts de la China Development Bank (CDB) et de la banque d'import-export chinoise (China Exim Bank), finançaient des énergies fossiles.

Selon une [étude](#) de l'Institut d'économie de l'énergie et d'analyse financière (IEEFA), plus du quart des centrales au charbon en développement hors de Chine en 2018 pourrait être financé par des institutions chinoises.

Or les infrastructures financées aujourd'hui conditionnent les trajectoires de développement pour les décennies à venir. Les États concernés risquent de se retrouver piégés en raison de choix économiques débouchant sur des dégradations de l'environnement potentiellement irréversibles.

Si les trajectoires de développement des pays participant à l'initiative des « Nouvelles routes de la soie » suivent leur cours d'ici à 2050, le maintien d'une trajectoire compatible avec l'objectif des 2 °C contenu dans l'accord de Paris [nécessiterait une réduction de 68 %](#) des émissions annuelles de CO2 par rapport aux projections actuelles.

« Verdir » les « Nouvelles routes de la soie »

Les autorités chinoises ont pris des mesures pour favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux.

Des [lignes directrices](#) pour promouvoir une initiative « verte » ont ainsi été publiées en mai 2017. Une coalition d'acteurs (États, agence des Nations unies, institutions académiques et entreprises) – la [BRI International Green Development Coalition](#) – a été lancée en avril 2019 pour orienter les financements vers des investissements plus verts. Des [principes pour un investissement vert](#) ont été signés par 27 institutions financières dont la China Development Bank et la China Exim Bank, les deux principales banques publiques octroyant des financements dans le cadre de l'initiative.

Pour éviter que ce verdissement ne s'apparente à du greenwashing, ces principes, lignes directrices et coalition d'acteurs devront être suivis et mis en œuvre.

Certaines mesures permettraient d'améliorer l'impact environnemental des financements octroyés : entre autres, renforcer les normes environnementales et sociales dans l'instruction et le suivi des projets, systématiser les évaluations d'impact économique, social et environnemental des projets, ou se fixer un volume de projets à co-bénéfices climat-biodiversité. Il faudrait également inscrire obligatoirement les investissements dans les trajectoires de développement durable de long terme des États, en cohérence avec leurs contributions nationales (NDCs) à l'accord de Paris et favoriser la transparence des financements alloués.

Une récente [étude](#) de la China Development Bank et du Programme des Nations unies pour le développement montre que la question de l'harmonisation des normes environnementales et sociales de financement et d'investissement est un point d'intérêt croissant pour les acteurs chinois.

Les projections d'émissions de CO2 des principaux pays partenaires de la BRI questionnent les modèles de croissance et les instruments de mesure de la prospérité. La réorientation des flux financiers (investis sur les marchés financiers ou via des programmes d'investissement publics) vers des projets durables devient urgente et fait l'objet de nombreuses discussions, tant dans les enceintes internationales et nationales, qu'au sein du secteur privé.

Fin 2019, la Commission européenne s'est accordée sur les grandes lignes d'une future [taxonomie](#) listant les activités économiques considérées durables (efficacité énergétique, énergies renouvelables, etc.). Dans cette perspective, la définition d'un référentiel commun de financement du développement durable se pose plus globalement, ouvrant la voie à une réflexion sur l'évolution des indicateurs de mesure de richesse. Des réflexions auxquelles l'ensemble des pays, Chine incluse, devraient s'associer s'ils souhaitent matérialiser leurs ambitions en matière de climat et de biodiversité.

Jennifer Gallé

Cheffe de rubrique Environnement + Énergie



La Chine accélère le pas sur les routes de la soie africaines



Par Marie-France Réveillard [La Tribune](#)
22/03/2021, 9:41 | 1414 mots Lecture 7 min.

En janvier, malgré la pandémie de Covid-19, la Chine annonçait une croissance de +2,3% pour l'Annus horribilis 2020. Suite à l'entrée en vigueur d'un premier accord de libre-échange sur le continent (ALE) conclu avec Maurice, la Chine a réaffirmé sa volonté de renforcer ses relations avec l'Afrique à l'occasion de la présentation de son 14e plan quinquennal, et avance sûrement sur les nouvelles routes de la soie.

Après le raz-de-marée sanitaire de 2020, la Chine compte sur une croissance de l'ordre de +6% en 2021. La présentation du 14e plan quinquennal a révélé un désir d'indépendance technologique de Pékin, ainsi qu'une volonté de renforcer la coopération à l'international. « L'arrivée du coronavirus a fait trembler la Chine qui a réussi, à travers sa puissance de frappe économique, technologique et industrielle, à se redresser », estime **Baudouin Euloge Orou-Yerima**, ancien ministre-conseiller et chef de mission économique et commerciale du Bénin en Chine et au Japon. Du pangolin stigmatisé dans les allées du marché de Wuhan suite à la découverte du SARS-CoV-2 - qui avait fait plongé le PIB de la Chine à -6,8% au 1er trimestre 2020 - à la commercialisation du vaccin Sinopharm quelques mois plus tard, le pays retrouve aujourd'hui le chemin de la croissance.

Du pangolin stigmatisé dans les allées du marché de Wuhan suite à la découverte du SARS-CoV-2 - qui avait fait plongé le PIB de la Chine à -6,8% au 1er trimestre 2020 - à la commercialisation du vaccin Sinopharm quelques mois plus tard, le pays retrouve aujourd'hui le chemin de la croissance.

L'année 2020 aura mis en exergue une certaine capacité de « résilience » de la Chine, mais également un soft power revigoré jusqu'en Afrique, sur fond de lutte contre le coronavirus. **Jack Ma**, fondateur d'**Alibaba** (leader du e-commerce chinois) en VRP de luxe au plus fort de la pandémie, avait fait acheminer des millions de masques et de matériel médical dans les 54 pays africains alors qu'Européens et Etats-Uniens se disputaient les cargaisons de masques sur le tarmac des aéroports chinois. « La Chine et l'Afrique ont toujours partagé les bons comme les mauvais moments. Cette amitié est ressortie encore plus forte face au test qu'a représenté le COVID-19 en 2020 », déclarait **Wang Yi**, le ministre chinois des Affaires étrangères, dans une interview accordée à l'agence de presse Xinhua et China Media Group, début janvier 2020, avant de s'embarquer dans un voyage officiel qui l'a conduit du Nigéria aux Seychelles, en passant par la République démocratique du Congo, le Botswana et la Tanzanie.

Maurice, le « pionnier » du libre-échange avec la Chine en Afrique

Dès le 1er janvier 2021, Pékin lançait le premier accord de libre-échange (ALE) avec un pays africain, après de longues négociations en coulisse (le Mauritius-China Free Trade Agreement (FTA) avait été signé en octobre 2019). L'accord sino-mauricien s'intéresse au commerce des marchandises, à l'investissement, aux services et à la coopération économique. Plusieurs dizaines d'entreprises chinoises sont déjà présentes à Maurice, à l'instar de la Bank of China, du groupe Yihai ou encore de Huawei. Jin Fei, La smart-city mauricienne reflète également le dynamisme de la relation sino-mauricienne. « La zone de commerce et de coopération économique de Mauritius Jin Fei est une nouvelle étape dans la consolidation de l'amitié entre l'île Maurice et la Chine », se félicitait **Joe Lesjongard**, ministre mauricien du Tourisme, fin 2019 en inaugurant un parc hôtel flambant neuf.

Maurice identifié comme un hub par Pékin devrait lui permettre d'augmenter le volume d'exportations (textiles et de fruits de mer notamment), tout en favorisant l'écoulement des productions made in China, au niveau régional. Quelque 7 504 produits, soit 93 % des volumes entre les 2 pays, verront leurs droits de douane supprimés - l'acier et le textile notamment - et 130 secteurs des services bénéficieront de cet accord, en particulier la santé, l'éducation et les transports. Par ailleurs, un contingent tarifaire de 50 000t de sucre sera instauré sur 8 ans, avec une quantité initiale de 15 000t.

Si l'île Maurice ne représente qu'un « nano-marché » pour Pékin, sa situation géographique entre l'Afrique et l'Asie et son système fiscal avantageux représentent des atouts de poids. En 2019, suite au scandale « Mauritius Leaks », l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) révélait que l'évasion et l'optimisation fiscales à Maurice, en coûteraient 50 milliards de dollars par an à l'Afrique. Enfin, Maurice constitue un partenaire stratégique face à l'Inde déjà très enracinée localement - et avec laquelle, elle se dispute les Agaléga, un archipel situé à 1 200km au large de Port-Louis -.

Intensification de la diplomatie sanitaire chinoise

« Les pays africains seront parmi les premiers à bénéficier d'un vaccin fabriqué en Chine » promettait Xi Jinping, le président chinois lors du sommet extraordinaire de juin 2020, consacré à la solidarité face au Covid-19, soulignant « la nécessité de bâtir conjointement une communauté de santé et de destin Chine-Afrique ».

Le pays représentait « 3% des investissements étrangers en Afrique il y a 20 ans et dépassera 20% cette année » explique Patrick Dupoux, Directeur associé senior à BCG, qui souligne par ailleurs, l'originalité de sa logique d'investissement. « Les critères d'investissements européens ou américains reposent beaucoup sur le risque-pays alors que pour les Chinois, c'est presque l'inverse. Plus un pays est risqué, moins les acteurs seront nombreux et plus leurs opérations auront des chances d'aboutir », ajoute t-il.

« **Le pays qui a disparu des parts de marché sur le continent, c'est les Etats-Unis qui représentaient entre 20% et 25% des investissements en Afrique il y a 15 ans et qui ne représentent plus que 15% aujourd'hui** », rappelle-t-il enfin - des parts de marché en partie récupérées par Pékin-. Pourtant, l'image des Etats-Unis reste globalement positive sur le continent africain. Le baromètre Africaleads 2021 de l'Institut IMMAR révélait le 18 mars 2021, qu'ils représentaient le pays bénéficiant de la meilleure image auprès des leaders d'opinion africains l'année dernière (43%) (ndlr : tout comme l'année précédente), devant l'Allemagne (37%), le Canada (34%) et la Grande-Bretagne (28%), la Chine (22%) n'arrivant qu'en 5e position du classement...

Premier partenaire commercial de l'Afrique, la Chine a élaboré une stratégie précise pour étendre ses routes de la soie. « De nombreux pays africains ne profitent pas encore pleinement de cette amitié chinoise, faute de stratégie. Pourtant cela fait déjà plus de 40 ans qu'une élite africaine est formée en Chine », déplore Beaudouin Euloge Orou-Yerima qui conclue optimiste, que dans « cette confrontation géopolitique entre la Chine et les Etats-Unis, les Africains pourront tirer leur épingle du jeu ».



Les "Nouvelles Routes de la Soie", la Chine et le néocolonialisme en Asie du Sud

<https://asialyst.com/fr/2021/01/22/nouvelles-routes-soie-chine-neocolonialisme-asie-sud-pakistan-birmanie/>



*Le port de Gwadar au Pakistan pourrait être utilisé comme base navale de la marine chinoise.
(Source : Lowy Institute)*

Par définition, le néocolonialisme est le fait de l'ancienne puissance coloniale dans un pays devenu indépendant. Mais dans une acception plus étroite, il pourrait tout à fait s'appliquer à l'entreprise pharaonique de la Chine, au moins à une partie des « Nouvelles Routes de la Soie », en Asie du Sud. La façon dont le financement d'infrastructures via des prêts hors des règles du marché permet à Pékin de s'accaparer le patrimoine économique d'un État est édifiante. En témoignent les deux exemples birman et pakistanais, souligne Olivier Guillard dans cette tribune.

Le 11 janvier dernier, les autorités birmanes et chinoises ont signé un protocole d'accord sur une étude de faisabilité d'une future liaison ferroviaire entre Mandalay, la deuxième ville birmane, au Nord, et Kyaukphyu, une ville portuaire située dans le fébrile État Rakhine (Arakan), théâtre d'une crise humanitaire majeure depuis l'été 2017. Le projet s'intègre dans les « Nouvelles Routes de la Soie » (Belt and Road Initiative, BRI), promues à tout rompre ces dernières années par Pékin. Au printemps dernier, les autorités chinoises avaient alloué à leur partenaire birman une enveloppe budgétaire de 5,5 milliards d'euros pour financer une vingtaine de projets d'infrastructures de ce type.

EN BIRMANIE, LES DESSEINS CALCULÉS DE LA BRI

Cette cohorte de projets s'inscrit dans l'expansion du China-Myanmar Economic Corridor (CMEC), un couloir économique sino-birman intégré à la BRI. Complexe, l'entreprise suscite en Birmanie, comme dans nombre d'autres pays d'Asie (Pakistan, Sri Lanka, Maldives ou Bangladesh), désormais autant de réserves que de controverses. Quand il n'est pas franchement question, à l'occasion, d'atteinte à la souveraineté, ainsi que s'en est [récemment plaint le gouvernement birman](#), en dénonçant les velléités chinoises de construire une [clôture high tech de 2 000 km de long à sa frontière sud](#), en violation du pacte frontalier sino-birman de 1961 stipulant « qu'aucune structure ne sera construite à moins de 10 mètres de la ligne de démarcation de part et d'autre »*.

*Des régions frontalières où l'état de droit est tout relatif, où se développe une pléthore d'activités illégales lucratives (trafic de drogue, casinos, jeux d'argent, activités criminelles diverses), principalement aux mains de ressortissants chinois peu scrupuleux.

Ces initiatives sino-centrées faisant à l'occasion peu cas de l'accord des autorités nationales compétentes – moins encore des populations locales touchées – sont également familières des habitants de Kyaukphyu en Arakan. Ces derniers déplorent un manque total de transparence de la part du gouvernement chinois, affirmant notamment que plusieurs chantiers ont été mis en branle sans le consentement du public et mettent en péril la subsistance quotidienne et l'environnement naturel d'au moins 20 000 personnes

Les organisations locales de défense des droits de l'homme estiment par ailleurs que la Chine aurait profité de la pandémie de Covid-19 pour passer outre les consultations préalables avec les populations.

À ce jour, dans le cadre du **Corridor sino-birman**, le gouvernement chinois a « proposé » à Naypyidaw une quarantaine de projets. Une trentaine d'entre eux doivent encore être approuvés par les autorités birmanes, soudain – et enfin – conscientes de se retrouver au bord d'un péril budgétaire incarné par le très concret [« piège de la dette »](#). Pour le très bien informé quotidien birman *The Irrawaddy*, la liste des projets portés par la Chine pourrait ensevelir, du haut de ses six milliards d'euros cumulés, la frêle économie birmane – qui se classe au 69^{ème} rang mondial en 2020 et à la 19^{ème} place en Asie-Pacifique. Un couperet fatal que les autorités birmanes souhaiteraient à tout prix éviter, quitte pour cela à mécontenter – dans une certaine mesure – le très irascible gouvernement de Pékin

Dans leur prise de conscience tardive mais bienvenue, les autorités birmanes peuvent notamment « s'inspirer » des difficultés et risques auxquels est directement exposé un autre partenaire asiatique de Pékin embarqué lui aussi dans les méandres de la BRI par son voisin et allié stratégique chinois : la République islamique du Pakistan.

LE CAS DE GWADAR

« Depuis que la Chine a décidé que son expansion économique passerait par le port de Gwadar, dans la province pakistanaise du Baloutchistan, sur la mer d'Arabie, les autorités d'Islamabad se prennent à imaginer un avenir des plus prometteurs pour leur pays. Quitte à minimiser les obstacles sur cette route du développement », [écrivait voilà trois ans Le Figaro](#). **Gwadar**, un élément central récurrent des projets de développement économique pakistanais de ces dernières décennies. Sa localisation stratégique, mise en perspective relativement tard, n'a, comme il se doit, pas échappé à la Chine.

Possession territoriale omanaise jusqu'à la fin des années 1950, Gwadar est une cité portuaire située sur le littoral sud-ouest du **Baloutchistan**, ouverte sur la mer d'Arabie, à environ 120 km de la frontière iranienne. Et donc à quelques centaines de miles nautiques à peine de l'entrée du très sensible détroit d'Ormuz dans le golfe Persique. Son port en eau profonde ouvre par définition des perspectives commerciales et stratégiques particulières pour qui se montre capable de les optimiser. Peu après l'entrée dans le XXI^{ème} siècle, le Pakistan entame – enfin – la valorisation de cet atout et lance la construction de la phase 1 d'un ambitieux complexe portuaire. Son développement prendra longtemps – comme souvent dans ce [pays exposé à quelque fragilité de gouvernance politique, économique et sécuritaire](#) – avec davantage de retard que d'élan.

Au printemps 2015, Islamabad et Pékin annoncent un projet conjoint pharaonique – au moins au niveau de ses ambitions, chiffres et investissements projetés. Ils impulsent enfin un élan décisif à la valorisation de Gwadar avec le China-Pakistan Economic Corridor (CPEC). Au printemps suivant débute notamment la [construction de la coûteuse Gwadar Special Economic Zone \(GSEZ\)](#), dont la matrice générale s'inspire du modèle des zones économiques spéciales (ZES) développées depuis les années 1980 par la Chine. Comme le précise Courrier International*, si le port, encore en chantier, à Gwadar appartient à son Autorité portuaire, une entité publique pakistanaise. En revanche, sa gestion quotidienne, ces quatre prochaines décennies incombe à la China Overseas Port Holding Company.

Le CPEC et ses 3 000 km relie à grand renfort de nouveaux axes routiers et ferroviaires, jalonnés de centrales électriques, Kashgar dans le Xinjiang, province du Nord-Ouest chinois, à Gwadar, à travers l'Himalaya, le Cachemire, les plaines et des déserts.

Un coup d'œil rapide sur Gwadar via Google Maps nous offre une idée assez précise du type de développement envisagé par les promoteurs du CPEC pour cette ville portuaire : complexes résidentiels haut de gamme, centres commerciaux, clubs divers et variés, complexes sportifs, zones commerciales et financières, une (smart) zone urbaine. Soit un puzzle élitiste amenant à s'interroger sur l'identité de ses véritables destinataires.

A-t-on pensé ici un seul instant aux habitants « ordinaires » de Gwadar ? De toute évidence, non. Alors que ce type de projet devrait générer des emplois – pour la population locale en premier lieu – et donc apporter mécaniquement, par redistribution, de la prospérité à toute la province du Baloutchistan, les plans concernant le « Gwadar 2.0 » ne semblent pas faire de place aux populations locales. Cette option « sélective » expliquerait les manifestations que les Baloutches organisent régulièrement à Gwadar et en d'autres lieux de la province. Gwadar et ses divers chantiers, symboles concrets et disputés du partenariat sino-pakistanaise, cristallisent la rancœur des groupes séparatistes baloutches et subissent leurs attaques meurtrières* et destructrices, à l'image de l'attentat qui a fait 5 morts au printemps 2019 contre l'hôtel Pearl Continental – prisé notamment par les cadres chinois

*La composition de ce lieu de détente select est [accessible sur son site internet](#).

Par Olivier Guillard

GWADAR ET LA MARINE CHINOISE

Gwadar est important pour la Chine en ce qu'il permet notamment de relier le Xinjiang chinois enclavé à l'océan Indien. De plus, il se dit du côté de Gwadar que le port pourrait être utilisé pour l'accostage des bâtiments de la marine chinoise et que les pistes et infrastructures de l'aéroport international de Gwadar, en construction, pourraient quant à elles être ouvertes aux appareils de la Force aérienne chinoise.

Souhaitant lui aussi tirer des dividendes sonnants et trébuchants du développement de Gwadar, et ne pas laisser les bénéfices à la seule Chine, le gouvernement pakistanais s'emploie à attirer des investissements directs étrangers (IDE) dans les différents projets prévus pour la ville portuaire. À cette fin, la China Pakistan Investment Corporation (CPIC) Global Gwadar a été créée, avec des bureaux à Karachi, Londres et New York. « Nous sommes spécialisés dans les opportunités immobilières au sein du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) de 62 milliards de dollars, en particulier le port de Gwadar, qui se développe rapidement », annonce le site Internet de cette entité hybride. Il est intéressant de noter que le conseil d'administration du CPIC* compte notamment un général retraité de l'armée pakistanaise et un contre-amiral. Tout sauf un hasard, naturellement.

Du reste, des irrégularités existeraient dans l'octroi des autorisations pour les complexes résidentiels en construction à Gwadar. Certaines entreprises de travaux publics, qui œuvrent sur ces chantiers, ont des liens avérés avec l'armée pakistanaise. Cela n'a rien de vraiment surprenant, alors que le président de l'autorité du CPEC est un officier de l'armée pakistanaise, un lieutenant-général à la retraite. Il est par ailleurs notoire que la Chine est globalement mécontente du rythme de l'avancée de certains projets prioritaires du CPEC, dont celui de Gwadar. Cependant, juge Pékin juge, si ces projets sont gérés par des officiers supérieurs de la Pakistan army, la probabilité de les mener à terme est d'autant plus forte. Dans ce registre très « militaro-militaire », même les projets mineurs, tel ce Gwadar Club – « Le prestige n'a pas de prix », clament ses promoteurs -, révèlent une présence plus que substantielle des hommes en uniforme, des généraux étoilés essentiellement**.

Sans risque de se tromper, il est permis de penser la chose suivante : si le développement de la cité portuaire de Gwadar est un jour mené à son terme – sans garantie au vu des divers entraves (Sécuritaires, économiques, politiques, médicaux également avec la pandémie de Covid-19.) à cette entreprise -, **davantage de Chinois que de Baloutches seraient bénéficiaires de l'opération**, plus de généraux pakistanaise, à la retraite ou non, que de pêcheurs du cru. Une aberration de plus, porteuse à terme de risques pour les autorités pakistanaise et la souveraineté nationale. Ce que ne sauraient naturellement ignorer Islamabad, siège du pouvoir politique, ni Rawalpindi, quartier général de l'armée pakistanaise.

Par Olivier Guillard



La Formidable sur-Nucléarisation de la Chine

Quand "la Chine se rend 'intouchable' au plan militaire"

La Chine ne cesse de renforcer ses capacités nucléaires. Ce sur-arsenal est le symbole des ambitions du Parti communiste chinois qui cherche à se doter, selon les mots du président Xi Jinping, « d'une armée de classe mondiale », afin de satisfaire son ambition de domination mondiale.

par [Judith Bergman](#) 29 septembre 2021

<https://fr.gatestoneinstitute.org/17819/chine-sur-nuclearisation>

Traduction du texte original: [China's Vast New Nuclear Build-Up](#)



Photo : missiles balistiques intercontinentaux à capacité nucléaire DF-41 lors d'un défilé militaire à Pékin le 1er octobre 2019. (Photo de Greg Baker/AFP via Getty Images)

1.« Le renforcement explosif et la modernisation des forces nucléaires et conventionnelles de la Chine sont à proprement parler époustouffants. Et le mot époustouffant est faible ». — Amiral Charles Richard, commandant du US Strategic Command, au Symposium sur la défense spatiale et antimissile, 12 août 2021.

2.« Les spéculations n'ont jamais cessé sur 'pourquoi font-ils tout cela'. Je le dis tout net, cette question n'a pas de sens ... Seuls méritent d'être pris en considération les moyens dont ils se dotent pour parer à tous les scénarios nucléaires possible - la dernière brique du mur d'une armée capable de coercition. » — Amiral Charles Richard, 12 août 2021.

3.Officiellement, la Chine cantonne sa stratégie nucléaire à une « dissuasion minimale » et à une « politique de riposte », mais la communauté internationale aurait tort de faire confiance à ces doctrines officielles. La Chine ne cesse de renforcer ses capacités militaires spatiales, alors qu'officiellement elle affiche son hostilité à la militarisation de l'espace. La Chine est réputée pour sa capacité à rompre ses engagements. La militarisation d'îles artificielles en mer de Chine méridionale, et le renforcement de son contrôle sur Hong Kong en violation du traité signé sous l'égide de l'ONU en sont la preuve.

4.« Les Américains devraient comprendre le niveau de puissance nucléaire auquel les Chinois désirent atteindre. Il s'agit d'une force de frappe nucléaire suffisamment puissante pour générer la peur dans le camp américain, de l'armée au gouvernement... » - Asia Times, citant le Global Times, 11 mai 2020.

5.« Leurs actions [du PCC] sont depuis longtemps plus agressives que leur politique officielle – il faut regarder ce qu'ils font, pas ce qu'ils disent. » — Amiral Charles Richard, 12 août 2021.

La Chine a entrepris d'accroître considérablement sa force de frappe nucléaire. Des informations récentes font état de la mise en construction de [120 silos](#) pour missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) près de Yumen dans le Gansu, d'au moins [110 autres silos](#) près de Hami, dans la partie orientale du Xinjiang, sans oublier [40 silos](#) supplémentaires à Ordos en Mongolie intérieure. Les ICBM sont des missiles d'une portée minimale de 5 500 kilomètres ; ils sont conçus pour l'acheminement d'armes nucléaires.

« Les projets de silos à Yumen et Hami représentent à ce jour, la plus importante expansion de l'arsenal nucléaire chinois », [indiquent](#) Matt Korda et Hans Kristensen, dans un article mis en ligne sur le site Internet de la Fédération des scientifiques américains. « Toutes ces informations mises bout à bout..., montrent que la Chine pourrait construire près de 300 nouveaux silos pour missiles », ont-ils [écrit](#) en septembre.

« Le nombre de silos de missiles mis en construction est équivalent au nombre total d'ogives nucléaires dont disposent les Chinois ; ces silos chinois sont supérieur en nombre à ceux dont dispose la Russie ; et leur nombre est équivalent à celui revendiqué par les États-Unis ; et enfin il s'agit de la plus formidable construction de silos depuis que les États-Unis et la Russie ont mis en place leurs forces ICBM pendant la guerre froide. »

En mai, le Global Times, un journal d'État chinois, a [donné la parole](#) à des experts militaires qui ont exhorté le gouvernement chinois à augmenter le nombre d'armes nucléaires. Song Zhongping, expert militaire chinois et commentateur télévisé, a [déclaré](#) au Global Times :

« Etant donné que les États-Unis s'imaginent que la Chine est leur principal ennemi, Pékin doit augmenter son arsenal nucléaire en quantité et en qualité, à commencer par les missiles balistiques lancés par des sous-marins, pour protéger efficacement la sécurité nationale chinoise, sa souveraineté et ses projets de développement »,

Toujours selon le Global Times, « certains experts militaires ont déclaré que la Chine devrait augmenter le nombre de ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) les plus avancés, notamment le DF-41... ». Mobile sur route, ce missile [pourrait](#) emporter jusqu'à 10 têtes nucléaires et sa portée opérationnelle de 15 000 kilomètres, lui permet d'[atteindre les États-Unis](#).

Song Zhongping a aussi [déclaré](#) au Global Times que la Chine devait aussi renforcer sa dissuasion nucléaire stratégique en mer. Il a ajouté que son sous-marin lanceur de missiles balistiques (SLBM) le plus avancé pourrait efficacement contrer la « menace » américaine.

Inutile de préciser que ce que la RPC perçoit comme une « menace », peut être - comme dans le mot « imaginaire » déjà cité -, hautement subjectif.

Le plus récent SLBM chinois, le JL-3, [aurait](#) une portée de plus de 10 000 kilomètres, ce qui, en fonction de l'emplacement du sous-marin, lui donne des chances significatives d'atteindre différentes parties du continent américain. Le JL3, une évolution du JL-2, n'est pas encore opérationnel, mais il a [été testé déjà à](#) trois reprises. La Chine [travaille](#) actuellement sur un sous-marin de nouvelle génération, de la classe 096, qui pourrait transporter jusqu'à 24 missiles JL-3. La Chine a [présenté](#) son dernier sous-marin à propulsion nucléaire, le Type 094A, à l'occasion du 72e anniversaire de la marine de l'APL (Armée populaire de libération) en mai.

Selon un récent [rapport](#) du Centre d'études stratégiques et internationales :

« Lancé depuis les eaux proches de la Chine, le JL-2 aurait une portée suffisante pour frapper les États nucléaires de la région, comme la Russie et l'Inde, mais il ne serait pas [capable](#) d'atteindre les États-Unis. Il pourrait cependant menacer Guam, Hawaï, et l'Alaska. »

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a exprimé son inquiétude au sujet de l'apparente sur-nucléarisation de la Chine lors du récent forum régional de l'ASEAN. Le porte-parole du département d'État, Ned Price, a [déclaré](#) après la réunion :

« Le secrétaire (...) a fait part de la profonde inquiétude que lui inspire la croissance rapide de l'arsenal nucléaire de la RPC [République populaire de Chine]. A l'évidence, Pékin s'est fortement écarté de sa stratégie nucléaire d'origine basée sur une dissuasion minimale. »

En août, l'amiral Charles Richard, chef du Commandement stratégique des États-Unis, a lui aussi, tiré le [signal d'alarme](#):

« La croissance explosive et la modernisation des forces nucléaires et conventionnelles chinoises sont tout bonnement époustouflantes. Et à franchement parler, époustoufflant est un mot faible... Les spéculations n'ont jamais cessé sur 'pourquoi font-ils tout cela. Je le dis tout net, cette question n'a pas de sens ... Seuls comptent les moyens dont ils se dotent pour faire face à tous les scénarios nucléaires possible - la dernière brique du mur d'une armée capable de coercition. »

Les responsables chinois n'ont pas répondu directement, mais le Global Times, [connu](#) pour diffuser la ligne de Pékin, a publié un certain nombre d'articles dans lesquels il aborde la question. Dans l'un d'eux, publié fin juillet, Global Times [concluait](#) :

« Les Américains ne doivent pas se méprendre sur la nécessaire mise à niveau nucléaire à la Chine. Il s'agit de se doter d'une force nucléaire suffisamment puissante pour générer la peur aux États-Unis - de l'armée au gouvernement... Un équilibre dynamique sera atteint lorsque les élites radicales qui dirigent les États-Unis renonceront totalement à l'idée même d'utiliser des armes nucléaires contre la Chine, et lorsque toute la société américaine sera pleinement consciente que la Chine est « intouchable » en termes de puissance militaire. »

« Nous ne disposons d'aucune information en provenance de Pékin sur le renforcement de son arsenal nucléaire dans le but de contrer une menace réaliste de Washington », a [écrit](#) le rédacteur en chef du Global Times, Hu Xijin, dans un article plus récent.

« Mais même si ce renforcement avait lieu, il ne menacerait en rien les pays d'Asie du Sud-Est, ni même le Japon ou l'Australie. Dans le cadre de sa politique nucléaire, la Chine s'est fermement engagée à ne pas utiliser ni même menacer d'utiliser son potentiel nucléaire contre un Etat non-nucléaire. Le renforcement nucléaire de la Chine n'a qu'un seul objectif, dissuader les États-Unis... Nous devons nous préparer à l'éventualité d'une guerre dans le détroit de Taiwan ou en mer de Chine méridionale ».

Selon Asia Times, en mai 2020, dans différents posts sur les réseaux sociaux, Hu Xijin, a [ouvertement appelé](#) l'armée chinoise à porter à 1 000 le nombre de ses bombes et ogives nucléaires, soit un triplement du stock.

L'accumulation nucléaire de la Chine doit être replacée dans le cadre de l'ambition du Parti communiste chinois d'avoir, selon les [propres mots](#) du président Xi Jinping , « une armée de classe mondiale », ainsi que son ambition d'atteindre [la domination mondiale](#).

En 2020, dans une étude exhaustive sur la puissance militaire de la Chine, le Pentagone a [écrit](#) :

« Bien que dans le cadre de la stratégie nationale de la RPC, le PCC n'ait pas défini l'expression « armée de classe mondiale », il est probable que Pékin cherchera à développer une armée qui, d'ici le milieu du siècle, soit égale voire supérieure à l'armée américaine, ou à celle de toute autre grande puissance que la RPC considère comme une menace. »

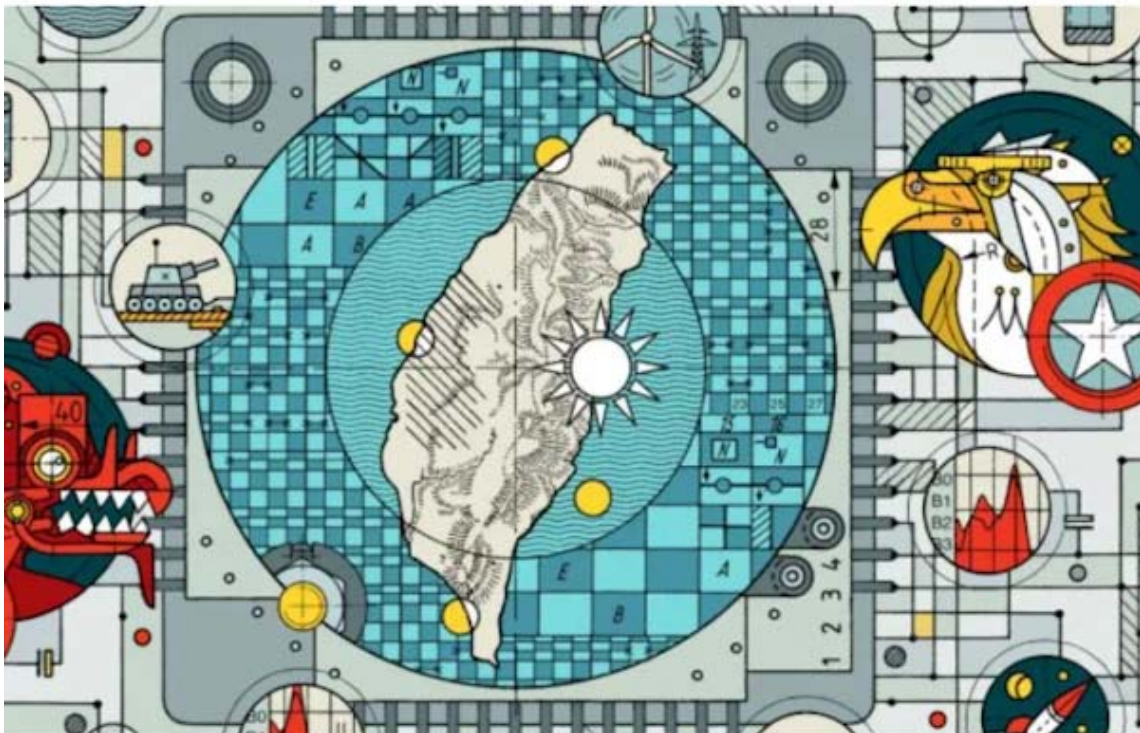
Comme le Center for American Progress l'a [noté](#) en 2019 :

« En juin 2018, immédiatement après que l'administration Trump ait dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien et ait quitté le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le président Xi a déclaré, dans un important discours de politique étrangère, que la Chine « piloterait la réforme de la gouvernance mondiale ». Ce discours a marqué le premier écart officiel de Pékin par rapport au principe de « ne jamais revendiquer le leadership ». Cette doctrine avait été établie par Deng Xiaoping en 1989 lors de la présentation de la stratégie de survie du régime après Tiananmen. ... À l'avenir, la communauté internationale doit s'attendre à une augmentation considérable des ambitions et activités de la Chine, surtout si les États-Unis continuent de se désengager de l'arène multilatérale laissant ainsi libres pour autrui de considérables marges de manœuvre. »

De telles ambitions ne font sens que si la Chine se donne pour objectif la parité nucléaire minimale avec les États-Unis. Officiellement, la politique nucléaire de la Chine est celle d'une « dissuasion minimale » et d'une « politique de riposte seulement ». Mais aujourd'hui, la communauté internationale n'a aucune raison de continuer à croire cet affichage doctrinal. La Chine [renforce](#) ses capacités militaires spatiales en dépit de sa position publique contre la militarisation de l'espace. La Chine – la chose est désormais établie – ne respecte pas ses engagements, et la militarisation d'îles artificielles en mer de Chine méridionale et la reprise en main de Hong Kong en violation du traité signé sous l'égide de l'ONU, en sont les meilleures preuves. [Selon](#) l'amiral Charles Richard, si vous additionnez tous les efforts de modernisation militaire de la Chine, « vous obtenez quelque chose de totalement incompatible avec une posture de dissuasion minimale ».

« Leurs actions soulignent une posture plus agressive que leur politique officielle ne le dit - vous devez regarder ce qu'ils font, pas ce qu'ils disent... La Chine a parfaitement compris qu'il lui était impossible de contraindre un rival - en d'autres termes, nous — à partir d'une posture de dissuasion minimale... »
Judith Bergman, chroniqueuse, avocate et analyste politique, est Distinguished Senior Fellow du Gatestone Institute.

Pourquoi je garde un œil sur Taïwan



Source : L'investisseur Tech <investisseur-tech@mail1.les-investisseurs.com>

Chers lecteur,

Chers lecteur,

Lorsque les marchés boursiers sont en pleine effervescence et que je vois des valorisations qui n'ont pas beaucoup de sens, j'ai tendance à passer beaucoup plus de temps à réfléchir aux éventuels catalyseurs qui pourraient faire baisser les marchés.

Ce type de conditions de marché ne signifie pas que c'est imminent.

La réalité est que notre marché haussier peut se poursuivre pendant plusieurs années encore. Il est pratiquement garanti que nous aurons des niveaux records de stimulation (impression monétaire) au cours des trois prochaines années et que les taux d'intérêt resteront proches de zéro pendant cette période.

Les menaces de resserrement par la Réserve fédérale ne sont que des menaces. Elles n'ont aucun poids. Des mesures ne seront prises qu'en cas d'inflation galopante, point auquel il n'y aurait pas d'autre choix que de commencer à relever rapidement les taux d'intérêt dans l'espoir de maîtriser l'inflation. Les résultats d'une telle action seraient dévastateurs pour l'économie et les investisseurs.

Je ne pense pas que cela se produise dans un avenir proche, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres risques que nous devons surveiller.

L'un d'entre eux est Taïwan. La semaine dernière n'a pas été très encourageante.

Le week-end dernier, la Chine a marqué sa fête nationale en envoyant environ **80 avions de l'Armée populaire de libération (APL) pour sonder l'espace aérien de Taïwan**. Et la semaine dernière, environ 150 vols militaires de l'APL ont pénétré dans la zone de défense aérienne de Taïwan.

Ce sont des niveaux records d'activité militaire. Ils sont provocateurs, déstabilisants, et très intentionnels. Et malheureusement, ils peuvent être un signe de ce qui est à venir.

Je mentionne ceci parce que si Taiwan devait être prise par la Chine, les ramifications pour l'économie mondiale et les marchés boursiers pourraient être dévastatrices. Taiwan est devenu un phare pour la paix en Asie et est absolument essentiel en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement technologiques et manufacturières.

L'industrie mondiale des semi-conducteurs s'appuie particulièrement sur Taiwan pour fabriquer des puces destinées à pratiquement tous les types d'appareils électroniques imaginables. Les semi-conducteurs fabriqués par Taiwan Semiconductor Manufacturing (TSMC) sont utilisés dans les smartphones, les montres, les ordinateurs portables, les consoles de jeux, les voitures et bien d'autres produits encore. Sans eux, ces produits ne pourraient tout simplement pas être fabriqués.

Et il n'y a pas que TSMC - il existe une longue liste d'autres entreprises taiwanaises qui sont des fournisseurs et des fabricants clés pour l'industrie des semi-conducteurs. Si des entreprises comme **Apple, NVIDIA, Advanced Micro Devices (AMD), Qualcomm** et bien d'autres ne peuvent pas obtenir leurs puces auprès de TSMC, le marché s'effondrera.

C'est pourquoi ces développements sont si critiques et préoccupants.

Je suis allé à Taiwan plus de fois que je ne peux m'en souvenir. Prendre un vol de l'aéroport Haneda de Tokyo à Taipei était pour moi aussi normal qu'un vol de Chicago à San Francisco. Quelques fois, j'ai même fait des excursions d'une journée à Taiwan lorsque mon emploi du temps le permettait.

Taiwan est un endroit fantastique, et j'ai toujours apprécié le temps que j'y ai passé. Une innovation technologique incroyable, une culture magnifique et des liens très étroits avec le Japon. Et le monde a besoin que Taiwan continue à prospérer et à innover de manière indépendante, sinon le risque systémique pour les chaînes d'approvisionnement mondiales sera tout simplement trop important.

Je suivrai cette affaire de près et, bien sûr, j'espère une issue pacifique. Mais je ne peux m'empêcher de penser que, du point de vue de la Chine, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour frapper. Avec une administration américaine qui s'empresse de faire des courbettes au gouvernement chinois, la Chine voit certainement une opportunité.

Et Taiwan est sans aucun doute une prise qui apporterait non seulement plus de richesse et de croissance économique, mais aussi un pouvoir mondial et un contrôle absolu qui donnerait à la Chine un étai pour extraire ce qu'elle veut des pays du monde entier.

C'est pourquoi il est si important que la fabrication revienne à une structure décentralisée. Quels que soient les plans mis en place actuellement, ils doivent être accélérés. Sans cela, les risques sont tout simplement trop élevés.

Bibliographie

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/26/entre-la-chine-et-le-pakistan-la-route-de-la-soie-est-devenue-un-corridor-de-la-dette_6067603_3232.html Le Pakistan n'a plus les moyens de s'offrir les infrastructures gigantesques prévues. [Pékin craint les défauts de paiement en série](#). Les prêts accordés à l'étranger par la China Development Bank et l'Export-Import Bank of China sont passés de 75 milliards de dollars par an en 2016 à 4 milliards en 2019.

- <https://www.iris-france.org/137639-chine-pakistan-des-divergences-sans-suite/> Article du 28/5/2019 : Les relations entre la Chine et le gouvernement Pakistanais se dégradent. D'une part, la Chine est de plus en plus réticente à accorder des prêts, et elle craint pour la sécurité de ses investissements, en particulier en raison de l'insurrection Baloutch. Or l'Arabie décide d'investir, en concurrençant directement les projets chinois. Les chinois ne sont pas musulmans...
- <https://www.usinenouvelle.com/article/feu-vert-du-pakistan-a-un-contrat-de-modernisation-massif-co-finance-par-la-chine.N9923595> Août 2020 Les autorités pakistanaises ont approuvé le 5 août un projet d'investissement chinois à 6,8 milliards de dollars dans les infrastructures ferroviaires, soit le contrat le plus massif à ce jour de la déclinaison pakistanaise du plan chinois des Nouvelles routes de la soie.
- <https://www.lefigaro.fr/international/2019/03/14/01003-20190314ARTFIG00145-le-pakistan-premier-allie-militaire-de-la-chine.php> La Chine développe le port de Gwadar, et refuse de condamner le Pakistan à l'ONU pour son soutien à des groupes djihadistes.
- <https://www.journaldunet.com/economie/magazine/1044450-l-economie-de-la-chine-en-chiffres.amph.html/> L'économie de la Chine en Chiffres Eric de Legge dans le journal du net 2010 La Chine n'est plus seulement l'usine du monde, son rôle dans les services est grandissant. Elle domine une large part du commerce mondial

Nouvelles routes de la soie : la carte des investissements chinois [Tristan Gaudiaut](#), 17 juin 2021 <https://fr.statista.com/infographie/25093/montant-des-investissements-de-la-chine-dans-le-projet-de-nouvelles-routes-de-la-soie-par-region/> L'Europe peu intéressante par rapport à l'Asie et à l'Afrique.

- https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asie/en-mer-de-chine-un-jeu-dangereux-entre-pekkin-et-tokyo_2064167.html Les habitants des îles d'Okinawa n'en peuvent plus des nuisances dues à la super base US, pourtant la menace chinoise se précise. La Chine revendique des îles au sud du Japon, face au désengagement américain, le Japon se réarme le plus vite possible, mais son retard face à la Chine rend la présence US indispensable.
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/07/06/bulletin-d-analyse-economique> Le point de vue du quai d'Orsay sur l'influence de la Chine dans le monde.
- <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-deux-grandes-omissions-du-budget-de-la-defense-chinois/> Le budget de la défense chinois est très important, cependant il est sous évalué, il ne tient pas compte de budgets importants masqués dans les dépenses civiles.
- <https://www.asafrance.fr/item/chine-l-evolution-inquietante-de-la-puissance-militaire-chinoise.html> La puissance militaire chinoise est redoutable, en raison de sa marine, de ses satellites, et de son avancée dans l'espace.
- <https://asialyst.com/fr/2021/01/25/mer-chine-sud-revendications-pekkin-battues-breche/> En Mer de Chine, la Chine revendique des îles trop au sud de son territoire, elles sont revendiquées par le Viet Nam, les Philippines... leur intérêt est surtout dû à l'espace maritime lié, dans les fonds marins on espère du pétrole.
- <https://www.diploweb.com/Strategie-maritime-chinoise-quelle.html> On craint que la montée en gamme de la marine Chinoise ne soit le prélude à un débarquement sur Taiwan
- <https://www.france24.com/fr/afrique/20210408-djibouti-et-la-chine-de-l-enthousiasme-au-mariage-de-raison/> La Chine a des difficultés en Afrique, car ses clients ne sont pas solvables. La Chine va récupérer l'aéroport d'Entébbé, car l'Ouganda ne peut pas payer ses dettes, et il n'est pas le seul.